

[print](#)

## Destruction de Gaza : Impunité pour un Etat pas comme les autres

De [Mohamed El Bachir](#)

Global Research, août 05, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/destruction-de-gaza-impunite-pour-un-etat-pas-comme-les-autres/5394904>

Le 22 avril 2014, après le énième échec des négociations entre l'Autorité palestinienne et L'Etat d'Israël, le Premier ministre israélien ironisa en ces termes "L'Autorité Palestinienne, qui menaçait hier de se dissoudre, parle aujourd'hui de réunification avec le Hamas. Ils doivent décider s'ils veulent être dissous ou se réunifier avec le Hamas, et quand ils voudront la paix, qu'ils nous le fassent savoir".

Le 2 juin 2014, le Hamas répondit à l'ironie de Benjamin Netanyahu, en saluant le nouveau gouvernement d'union de "tous les Palestiniens". Le soutien apporté à cet unité palestinienne par la communauté internationale tranche avec le rejet manifesté par l'Etat d'Israël. Sur ce point, il faut rappeler que les puissances occidentales avait dénoncé le gouvernement d'union nationale palestinien issu des élections de 2007. Un changement de braquet politique qu'il faut insérer dans le nouveau contexte géo-politique moyen-oriental dont il sera question dans les convergences stratégiques qui s'opèrent dans la région, sujet de la 2<sup>e</sup> partie de cette modeste contribution.

Le 12 juin 2014, trois jeunes Israéliens sont enlevés en Cisjordanie et assassinés. Sans aucune preuve, L'Etat d'Israël accusa le Hamas d'en être le commanditaire. Ce dernier rejeta catégoriquement toute implication dans cet acte.

Tout observateur, un tant soit peu au fait de la scène politique palestinienne, aurait mis en doute une telle accusation. D'une part, parce qu'en contradiction avec la volonté réelle du Hamas et du Fath de mettre fin à la division du mouvement de libération nationale palestinien. D'autre part, aucune organisation palestinienne n'a revendiqué l'enlèvement et les assassinats. Un crime condamné par l'Autorité palestinienne mais rien n'y fait, la Cisjordanie, lieu d'une comédie diplomatique, se transforma en une scène biblique « Œil pour œil, dent pour dent. ».

Le 8 juillet, Gaza est bombardée car comme l'affirme le « négociateur de bonne volonté » ne peut permettre qu'à sa porte s'installe le terrorisme et mette ainsi en danger sa sécurité.

Dès la première bombe larguée sur la bande de Gaza, les puissances occidentales sans exception ont brandi le sacro-saint dogme « L'Etat d'Israël a le droit de se défendre » . Un dogme déconnecté du droit fondamental d'un peuple à disposer de lui-même dans l'espace et le temps. Lequel induit le droit de résister à l'occupant y compris par les armes. Pour les puissances occidentales, coloniser la Cisjordanie et occuper, sous la forme d'un blocus total, l'enclave de Gaza est un instrument de défense de l'Etat d'Israël, négociable certes.

Autrement dit, la cause et l'effet ne font qu'un d'où la symétrie établie entre la sécurité de l'occupant et la résistance de l'occupé. Ce qui signifie que, pour les chancelleries occidentales et israélienne, bafouer le droit du peuple palestinien n'est pas une injustice en soi mais un dommage collatéral de l'exercice du droit de défense de l'occupant.

C'est ainsi que l'impunité de l'Etat d'Israël est imposé en tant que droit non écrit

supplantant le droit international.

De là, à considérer que l'existence de l'Etat d'Israël relève du droit divin, il n'y a qu'un pas que l'idéologie du sionisme politique avait franchi dès la déclaration de l'indépendance de cet Etat.

### **Les convergences stratégiques**

La position politique des puissances occidentales y compris la France signifie en terme diplomatique que l'Etat d'Israël a les mains libres à Gaza. Ce qui fait des gesticulations diplomatiques américaines et françaises au Caire ou à Paris et des condamnations morales un écran de fumée servant à calmer une opinion internationale de plus en plus révoltée par les destructions et le massacre de civils, notamment d'enfants, perpétrés par l'armée israélienne.

Certes, une fois l'entreprise israélienne de destruction de la bande de Gaza terminée, une fois le décompte macabre du massacre de la population palestinienne achevé, la Communauté Internationale avec à sa tête l'Union Européenne, rivaliseront en bonnes intentions en faveur du peuple palestinien. De nouveau, les puissances occidentales, et les Monarchies du Golfe reviendront au chevet d'une population palestinienne meurtrie. De nouveaux rapports, semblables à ceux qui jaunissent déjà dans les tiroirs onusiens rendront compte de la situation matérielle de la population gazouie. Pour être en cohérence avec les directives de l'UNICEF, un rapport spécial « Enfance » alertera le monde sur la situation matérielle et psychologique des enfants palestiniens. Une enfance à aucune autre semblable puisque le milieu naturel où elle grandit est une prison à ciel ouvert.

Mais «C'est le prix à payer» comme dirait Madeleine Albright concernant les centaines de milliers de morts d'enfants irakiens dus à la guerre et à l'embargo de l'Irak pour ... l'instauration d'un « bordel djihadiste » où la minorité chrétienne n'a pas sa place.

Un prix à payer que les puissances occidentales, l'Egypte, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie assument en toute conscience. puisque aucune condition n'est imposée à Israël pour l'instauration d'un cessez-le feu et mettre fin à l'occupation. Aucune partie servant d'intermédiaire n'invoque le Conseil de Sécurité afin de mettre sous protection internationale le peuple palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Car défendre le droit international, dans ce cas de figure reviendrait à mettre fin aux expériences Accords d'Oslo, Camp David, Feuille de route, Annapolis, etc... Des négociations qui ont démontré leur stérilité quant à la réalisation du droit du peuple palestinien. En revanche, elles ont contribué à faire du peuple palestinien, un paria de l'humanité tout en justifiant la colonisation sioniste et l'apartheid. Loin de considérer que la sécurité du colonisateur n'est qu'une conséquence de la réalisation des droits du colonisé, les puissances occidentales et les dirigeants saoudiens, égyptiens et qataris poursuivent d'autres buts stratégiques aux agendas différents, voire contradictoires. Le point commun est l'ennemi perse, l'Iran (1)

Pour Israël, la destruction de Gaza a pour but sa démilitarisation, à l'image de la Cisjordanie et d'imposer par les négociations un Etat palestinien comme le définit Shimon Péres sur 12% de la Palestine mandataire car « Ce n'est pas la question de la taille d'un Etat qui compte, mais le niveau de son développement. La viabilité d'un Etat dépend de la modernité de son économie, pas de son agriculture ni de sa terre. Nous ne sommes pas fous : nous ne voulons pas avoir un Etat palestinien qui souffrirait. Nous voulons un Etat palestinien heureux, indépendant et qui nous respecte. »(Le Monde, 9/03/10),)

**Un Etat constitué de Bantoustans reliés à une enclave de Gaza, démilitarisée.**

Pour l'Arabie Saoudite, le Qatar , l'Egypte et la Turquie, les priorités stratégiques du moment ont pour nom : Irak, Syrie, Hezbollah et Iran.

Concernant l'Irak, il s'agit de réduire l'influence iranienne. Quitte à parachever l'œuvre entreprise par les Etats-Unis et l'Angleterre : diviser l'Irak en trois entités kurde, sunnite et chiite. Vu les forces intégristes déployées pour l'avènement d'un tel dessein , le sort de la minorité chrétienne d'Irak est considéré comme un dommage collatéral inévitable, y compris par les puissances occidentales.

Concernant la Syrie, il ne fait pas de doute que l' «l'hiver syrien » a pour objet l'instauration d'un régime sous la tutelle des monarchies pétrolières, quitte aussi à morceler ce pays. Là aussi, isoler politiquement la Syrie de l'Iran étant l'objectif stratégique des monarchies pétrolières et ...de. L'Etat d'Israël.

Tout indique que l'Etat islamique « sunnite », d'un autre âge, proclamé sur une partie de l'Irak et sur la région limitrophe syrienne ne s'arrêtera pas à la frontière syro-libanaise.

Reste le cas du Hezbollah. Ce dernier, contrairement à ce que propage la propagande « sunnite » et occidentale, incarne, au delà du Liban, la résistance arabe dans sa diversité ,chrétienne , sunnite et chiite face aux visées des puissances occidentales et israélienne : redessiner un nouvel Moyen-Orient .

En effet, sur les décombres du Moyen-Orient de Sykes-Picot, un nouvel Moyen-Orient aux frontières religieuses homogènes est en train de naître.

Pour réduire l'influence du Hezbollah, à défaut de le détruire, rien de mieux qu'une importation au Liban de la guerre de l'Etat islamique. Une menace réelle à laquelle fait face l'armée et la résistance au Nord du Liban. Jusqu'à quand ?

Les peuples du Moyen-Orient sont-ils en train de vivre leur guerre de 30 ans ?

En 2010, à la question « Le Proche-Orient fait-il face à de nouveaux dangers ? » du journaliste du Monde, Laurent Zechini, Shimon Péres souligna déjà ces convergences stratégiques, en des termes simples et sans ambiguïté « Oui, car nous sommes confrontés à de nouvelles ambitions. Les Perses veulent de nouveau contrôler le Proche-Orient. Que ce soit pour des motifs religieux importe peu... » et concernant les pays arabes, il ajoute « ... La plupart des Arabes en sont profondément préoccupés. Ils ont peur d'une agression de l'Iran, et ils ne savent pas quoi faire... Israël n'est plus le principal problème pour eux, c'est l'Iran, qui utilise le conflit israélo-arabe comme une excuse pour ses ambitions...Ils ne le diront jamais ouvertement bien sûr. Mais aujourd'hui, les contacts secrets sont plus importants que les contacts diplomatiques. L'Iran a aujourd'hui deux agences de terreur : le Hezbollah et le Hamas. Ils ont divisé le Liban et divisé les Palestiniens. Le Hezbollah ne permet pas au Liban de revenir vers la paix, et le Hamas – pas nous ! – ne permet pas aux Palestiniens d'avoir un Etat.. ».(Le Monde (9/03/10),

Concernant le Hamas, du moins l'aile politique, l'allié n'est plus syro-iranien mais qatari. Cette nouvelle tutelle explique le soutien des puissances occidentales à l'Unité palestinienne. Elle s'inscrit dans le projet de démilitarisation de la Bande de Gaza,voulu et soutenu par l'Egypte, l'Arabie saoudite , le Qatar et la Turquie. Pays qui voient d'un bon œil la réalisation de ce projet sous les bombes israélienne. Pour ces pays, l' Iran, la Syrie et le Hezbollah demeurent l'ennemi principal. Par conséquent, ramener le Hamas et la question palestinienne dans le giron des pétro-monarchies et de l'Egypte afin de couper tout lien politique et militaire avec le « monde chiite » est un impératif incontournable.

Un impératif qui est sous condition égyptienne et israélienne : démilitarisation de la bande de Gaza. Cependant, la barbarie avec laquelle l'Etat d'Israël, terrorise,

massacre la population à Gaza et réprime les manifestations en Cisjordanie risque de produire l'effet inverse. En effet, cette barbarie crée les conditions de nouvelles divisions au sein du mouvement de libération palestinien entre tenants de la voie diplomatique et partisans d'une résistance armée.

Brandir à la fois la branche d'olivier et le fusil.

En résumé, l'impunité de l'Etat d'Israël, la duplicité des puissances occidentales et des pays arabes et en l'absence d'une véritable protection internationale sous l'égide de l'ONU, le peuple palestinien peut être amené à changer de stratégie.

Constatant les limites du rôle de l'Autorité Palestinienne, même élargie, les forces politiques palestiniennes peuvent transformer celle-ci en un simple instrument diplomatique intégré dans l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), élargie aux forces de résistance armées.

La grande difficulté résiderait alors dans l'harmonisation du corpus idéologique et philosophique au service du but stratégique, à savoir, la souveraineté du peuple palestinien sur l'ensemble de la Cisjordanie , y compris Jérusalem-Est et Gaza comme le droit international le lui reconnaît sans oublier le principe du droit au retour des réfugiés dans leur terre...Ou un Etat démocratique et laïque pour les juifs, les chrétiens et les musulmans sur l'ensemble de la Palestine mandataire. Une réponse courageuse à « l'Etat islamique » .

Dans tous les cas de figure, la résistance palestinienne serait bien inspirée si elle s'appuyait sur la sagesse de Ben Gourion face au Livre Blanc de 1939, « Faire la guerre auprès des anglais comme si le Livre Blanc n'existait pas et combattre le Livre Blanc comme si la guerre n'existait pas. » ? (2)

Pour paraphraser Ben Gourion: « Utiliser la diplomatie comme si l'Etat d'Israël est prête, sans aucune arrière pensée, à mettre fin à l'occupation et agir par les armes comme si ni les puissances occidentales ni l'Etat d'Israël ne veulent reconnaître au peuple palestinien le droit à un Etat indépendant et souverain».

Brandir à la fois la branche d'olivier et le fusil.

**Mohamed El Bachir**

(1) <http://www.legrandsoir.info/Amalek-et-l-Etat-d-Israel.html>

(2) Arthur Koestler, Analyse d'un miracle, Circé, coll. « Poche », 1998

Copyright © 2014 Global Research